

Préface

A quelques pas du Quai d'Orsay, le jardin des tuileries avait déjà repris ses couleurs avec les premières floraisons de narcisses et de tulipes lorsque s'est tenu, les 24 et 25 mai dernier, à l'initiative de la France, le sommet de l'e-G8, premier grand rassemblement international des principaux acteurs mondiaux du web. Manifestation organisée en marge du G8 de Deauville qui traduit la place majeure prise par l'internet dans les évolutions des relations internationales auxquelles les grandes puissances tentent de répondre. On pense bien sûr à l'élan démocratique dans les pays arabes, mais pas seulement. Car l'Internet et plus encore le « web 2.0 », plus interactif, représentent, comme en leur temps l'imprimerie, le télégraphe ou la télévision, une révolution autant économique et politique que technique. Nous nous devons donc de consacrer un dossier des *Carnets du CAP* à ce phénomène d'autant plus difficile à appréhender qu'il recouvre un champ évolutif et très hétérogène pour ne pas dire ambivalent. Nous le faisons grâce en particulier à la réflexion engagée dès l'automne 2009 lors d'un séminaire organisé pour la Direction de la prospective par Luc Lévy, coordinateur et introducteur de ce dossier.

Le printemps n'a pas fleuri qu'aux Tuileries. Bien qu'elles aient éclaté au coeur de l'hiver, on a voulu voir dans les révolutions tunisienne et égyptienne un autre « printemps » : le printemps de la démocratie porté notamment par une jeunesse dont la particularité était d'être à la fois déclassée économiquement mais connectée et parfaitement au fait des potentialités offertes par les nouvelles technologies. Samir Aïta, invité en 2009 par la Direction de la prospective, revient ainsi sur l'évolution paradoxale et rapide de la téléphonie mobile et de l'internet dans le monde arabe. Tout d'abord perçues par les régimes en place comme un nouveau domaine de rente et par les usagers comme pouvant répondre à des besoins d'ordre individuel, ces technologies sont devenues un outil pour la

Les carnets du CAP

constitution de réseaux sociaux se politisant davantage jusqu'à faire tomber les pouvoirs rentiers. Aujourd'hui encore, c'est via *Facebook* que les cybermilitants syriens appellent à leur tour à manifester alors que des vidéos amateurs de la répression sont mises en ligne. Prenons garde toutefois de ne pas surévaluer aujourd'hui ce qui a été hier, à tort, négligé, en réduisant les révolutions du printemps arabe à des révolutions internet, et internet à une arme en faveur de la démocratisation. Les contributions suivantes de ce dossier viennent rappeler la complexité de la réalité et ses paradoxes. Dans son article sur le « Web 2.0 arabe », Yves Gonzales Quijano explique comment la structure démographique a permis aux sociétés arabes de changer d'ère et de culture politique plus rapidement que d'autres et cela non pas malgré mais grâce à leur « retard » initial dans l'adoption de l'internet. Séverine Arsène souligne, quant à elle, les ambiguïtés de l'opinion chinoise en ligne, une opinion qui reste modérée sur le plan politique, essentiellement réactive à des scandales locaux, et se montrant soucieuse de ne pas remettre en cause un pouvoir central qui lui garantit croissance et stabilité. L'internet russe, le *Runet*, rapidement devenu l'un des plus vastes cyber-espaces du monde, est disséqué par Vlad Stroukov. Il nous présente les caractéristiques de ses usagers et de ses sites ainsi que ses relations avec un pouvoir qui a abandonné le filtrage direct pour d'autres méthodes de contrôle.

C'est le berceau de l'industrie high-tech qui a été, le 11 mars, ébranlé par un séisme sans précédent. Très vite, les Japonais ont pu s'informer de l'état de leurs proches via *Twitter*, *Facebook* ou *Mixi* (le plus populaire des réseaux sociaux du Japon), des vidéos de la catastrophe ont été mise en ligne sur *You Tube* et *Google* a lancé un moteur pour aider à la localisation des disparus, comme cela avait déjà été fait en Asie, lors du tsunami de décembre 2004, ou à Haïti en 2010. Laurence Allard nous éclaire sur ce nouvel emploi des technologies de l'information, aspect relativement méconnu qui renouvelle profondément un mouvement plus ancien, le « philanthrocapitalisme », dont nous avons déjà dans un numéro précédent, souligné l'importance¹.

Bien que ses effets se soient avérés moins violents que certains ne

Préface

l'avaient craint ou espéré, la mise en ligne, en novembre 2010, des télégrammes diplomatiques américains par le site *Wikileaks* est une autre conséquence de l'accès aux technologies de l'information. Ce n'était pas là, loin s'en faut, la première affaire de fuites de l'histoire de la diplomatie mais, tant par le nombre des informations révélées que des lecteurs potentiels dans le monde, son ampleur était inédite, au point qu'on a pu voir dans ce « militantisme virtuel », après celui de l'humanitaire et de l'altermondialisme, l'amorce d'un « troisième âge » des mouvements de la société civile. Nicolas Chapis tire les premiers enseignements de cette diffusion, notamment pour les intérêts français. Il en conclut que ce n'est pas la « posture diplomatique » qui se trouve affectée mais « l'exercice du métier de diplomate » qui devra dorénavant s'adapter et inclure une véritable « diplomatie numérique ».

La « toile » peut se révéler une force décisive pour ceux qui souhaitent l'avènement de la démocratie aussi bien qu'une arme pernicieuse aux mains de ceux qui s'en prennent à elle. Mais, comme le souligne Luc Lévy à partir de plusieurs études américaines, les tensions entre cybersécurité et défense des libertés s'intensifient. « Comment sécuriser en préservant les libertés ? » : telle est la question majeure qui se pose à l'heure où l'absence de dispositions normatives internationales ne semble plus tenable. La démarcation s'avère en effet souvent délicate comme en témoigne encore récemment la nomination au Conseil consultatif de la sécurité des télécommunications (*National Security Telecommunications Advisory Committee*) par le président Obama, de représentants de fournisseurs de service tels que *Twitter*, par ailleurs soutien actif du site *Wikileaks*. Le renouvellement de cette institution créée sous Reagan s'intègre dans un effort plus vaste de régulation. Mais selon Jean-Loup Samaan, qui en retrace les grandes étapes depuis 1969, l'institutionnalisation de la cyberdéfense américaine ne s'accompagne pas d'une meilleure cohérence stratégique si bien que le dispositif est sans doute plus fragile qu'il n'y paraît. Au final, le défi est donc immense. Il s'agit de donner à nos diplomates les moyens de comprendre et de participer au « web 2.0 » en prenant pleinement en compte ses effets sur le monde réel.

Les carnets du CAP

Faisant suite à ce dossier consistant (mais non exhaustif), les articles des *varias* nous portent vers d'autres horizons. Ainsi François Delmas remet en cause la pertinence du concept à la mode de « G Zéro », formule chic renvoyant à une prétendue absence de *leadership* politique et économique de la mondialisation et qui traduit en fait un sentiment décliniste aux Etats-Unis. Rémy Madinier décrit pour sa part l'évolution originale de l'Islam indonésien. David Béhar nous propose ensuite un bel exercice de prospective sur ce que pourrait être le legs que laissera en Turquie le Parti pour la Justice et le Développement (AKP) à l'horizon 2020.

Les rubriques suivantes nous ramènent à des sujets en lien avec notre dossier. En hommage au « printemps arabe », la rubrique *les Mots de la diplomatie*, sous la plume d'Arnaud d'Andurain, revient sur la symbolique des fleurs. La rubrique *relecture* exhume la première note sur Internet faite au département il y a 17 ans, en mars 1994, par Yves Le Floch, à un moment où, en France, nous en étions encore au minitel et à la préhistoire de la « civilisation numérique ». L'interactivité était alors davantage perçue comme une dynamique verticale, rapprochant le public et l'administration ou les entreprises, que par la constitution de réseaux actifs et de communautés d'internautes mais déjà les grandes questions concernant la globalisation, la transparence, la vie privée, la sécurité ou les inégalités sociales et générationnelles, étaient posées. Enfin, ce numéro 14 se clôt par 3 *questions* posées à Evgueni Morozov, biélorusse américain invité d'avenir de la Direction de la prospective, pourfendeur du « romantisme technologique » qui mise tout sur la capacité de démocratisation de l'Internet. Mettre son travail à l'épreuve de l'actualité, celle du monde arabe ou de *Wikileaks*, fait ressurgir, une fois encore, toute la complexité des débats sur internet et le « monde 2.0 ».

Nous avons songé à publier, dans la rubrique *relecture*, la note d'Olivier Roy, diffusée par le CAP le 24 février 2005, sous le titre « la démocratisation du Moyen Orient est incontournable ». Plusieurs quotidiens et sites d'informations s'en étant chargés², nous avons jugé inutile d'insister, ce qui ne doit pas nous empêcher de rendre hommage ici à notre plus ancien consultant.

Préface

Dépasser les appréhensions et les illusions : c'est ce que nous avons tenté de faire avec ce numéro pour faire de la toile (entendons ici autant la toile d'araignée qui emprisonne que la toile du maître qui subjugué ou que le rhizome qui unit) une carte où il devient possible de se repérer pour naviguer. C'est justement une carte du *Pays de Tendre* que nous avons imaginé initialement détourner comme illustration de ce numéro, en substituant à la géographie amoureuse, avec ses délices et ses pièges, les principaux lieux de l'interconnexion internet. Nous lui avons finalement préféré l'image, à la manière d'une lettre enluminée romane ou ottomane, d'un arobase garni de pousses de fleurs de jasmin. La métaphore renvoie à une actualité géopolitique plus dramatique mais néanmoins porteuse d'espoirs et printanière. Aussi, avec l'arrivée de l'été, je vous souhaite une bonne lecture, enrichissante et éclairante.

Joseph Maila

Directeur de la Prospective

notes :

1. Manuel Lafont Rapnouil, « Carnets de chèques et carnets d'adresses », *Les carnets du CAP* n°8, hiver 2007-printemps 2008, pp. 177-194.

2. L'analyse d'Olivier Roy est disponible, indépendamment de notre volonté, sur le site *Rue89* : <http://www.rue89.com/confidentiels/2011/02/26/moyen-orient-la-note-visionnaire-qui-accable-le-gouvernement-192415>